

Les solidarités québécoises avec la Palestine

Dyala Hamzah

Numéro 812, printemps 2021

Palestine : le colonialisme israélien mis à nu

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95325ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hamzah, D. (2021). Les solidarités québécoises avec la Palestine. *Relations*, (812), 32–32.

LES SOLIDARITÉS QUÉBÉCOISES AVEC LA PALESTINE

Dyala Hamzah

L'auteure est professeure agrégée au Département d'histoire de l'Université de Montréal, membre de la coalition BDS-Québec et répondante québécoise de l'Alliance universitaire pour combattre l'antisémitisme, le racisme, le colonialisme et la censure au Canada (ARC)

Si l'histoire de la solidarité québéco-palestinienne demeure largement à écrire, elle s'articule dès les années 1970 autour du soutien à une lutte de libération nationale. La Conférence internationale sur la solidarité ouvrière de 1975, qui entraînera la création du Centre international de solidarité ouvrière (CISO), depuis lors engagé dans cette lutte, en marque le coup d'envoi. Des figures comme celles de Michel Chartrand (alors président du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal – CSN) et de Rezeq Faraj (enseignant et réfugié palestinien) y jouent un rôle déterminant. Si les lignes qui suivent ne peuvent couvrir 40 ans de mobilisation propalestinienne au Québec, elles proposent de jeter un éclairage partiel sur les dynamiques et les écueils de cette solidarité post-Oslo, notamment depuis l'appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions à l'encontre d'Israël (BDS), lancé en 2005 par la société civile palestinienne.

L'irruption du mouvement BDS sur la scène mondiale a entraîné une restructuration du champ militant propalestinien de Montréal en différents cercles concentriques¹. Le noyau dur est composé d'organismes voués à la stratégie BDS. Dans un premier cercle gravitent des organisations de solidarité internationale, des organisations syndicales et des associations étudiantes. Dans un deuxième cercle se trouvent des organismes de défense des droits humains entretenant des rapports moins étroits avec le noyau BDS. Enfin, dans un troisième cercle se rejoignent des organisations communautaires (arabes ou musulmanes) qui agissent de manière plus ponctuelle ou plus autonome par rapport au noyau central.

À l'appui de cette lecture, il faut rappeler l'une des plus grandes mobilisations de l'histoire du Québec – la manifestation du 6 août 2006 à Montréal contre l'agression israélienne au Liban (25 000 manifestants). Moment de mise à l'épreuve des organismes communautaires (certaines associations libanaises s'opposant à toute évocation de la question palestinienne), cette manifestation fut aussi un moment de coordination exemplaire des organismes du «noyau», dont Tadamon! et la Coalition pour la justice et la paix en Palestine (CJPP). Des mobilisations d'envergure similaire se produisent par la suite au fil des agressions d'Israël contre Gaza en 2008-2009, et en 2012-2014, malgré les difficultés des organismes de solidarité de maintenir l'engagement et la pression politique dans la durée.

La période 2010-2020 se caractérise par une plus grande articulation des luttes locales et globales entre elles. Par exemple, en 2010, Alternatives (membre de BDS-Québec) participe au Forum mondial pour l'éducation à Ramallah; en 2012, une délégation québécoise se rend au Forum social mondial (FSM) «Palestine libre!» à Porto Alegre; en 2016, les groupes propalestiniens

québécois sont largement représentés au FSM de Montréal. Plus remarquable encore, BDS trouve écho à l'Assemblée nationale en 2018 alors que la députée de Québec solidaire Manon Massé pourfend publiquement l'entente en matière de cybersécurité conclue entre Hydro-Québec et son homologue israélien. Ce flambeau sera par la suite porté par Ruba Ghazal, première députée d'origine palestinienne, élue quelques mois plus tard.

Les dix dernières années se caractérisent aussi par l'épuisement (physique, moral ou financier) de toute une génération de militants altermondialistes, comme d'une jeunesse galvanisée puis démoralisée au lendemain du «Printemps érable». Certains sont mêmes persécutés, tels les militants de Tadamon! qui ont été «visités» en 2010 par le Service canadien du renseignement de sécurité. Cette décennie est aussi celle des cassures idéologiques introduites, chez les militants propalestiniens, par l'effroyable guerre en Syrie. Dans ce contexte, c'est encore la mouvance syndicale qui assure une certaine continuité de l'engagement québécois vis-à-vis de la Palestine. La vigueur du travail accompli par le CISO ne se dément pas alors qu'il multiplie les stages, les délégations, les conférences et les rapports depuis plus de 30 ans. Dans le même ordre d'idées, on enregistre jusqu'au milieu des années 2010 des gains considérables du côté syndical, notamment en 2015, quand la CSN rejoint la campagne BDS. L'abolition du poste de responsable de la solidarité internationale au sein de la Confédération, en 2017, marque pourtant un désengagement inquiétant dans ce domaine.

Trois autres facteurs affectent aujourd'hui de plein fouet le renouvellement militant: la pandémie, tout d'abord, complique la vie des associations étudiantes propalestiniennes qui peinent périodiquement à renouveler leurs adhérents à chaque départ des cohortes finissantes. Ensuite, la proximité de maints organismes communautaires arabes ou musulmans avec le Parti libéral (fédéral et provincial) démobilise plusieurs de leurs membres les plus engagés, empêchant une traduction politique de l'exigence de solidarité et de justice dont ils sont porteurs. Enfin, en plus de la répression que subit déjà la campagne BDS², la propagation d'une nouvelle définition assimilant toute critique d'Israël à de l'antisémitisme instaure un régime d'autocensure au sein des structures syndicales et d'autres organismes. La récente campagne pancanadienne de l'Alliance universitaire pour combattre l'antisémitisme, le racisme, le colonialisme et la censure au Canada (ARC), tout juste lancée au Québec³, va-t-elle changer la donne? Cela reste à voir.

1. Brian Aboud, «*Organizing and the Boycott, Divestment, Sanctions (BDS) strategy: The turn to BDS in Palestine solidarity politics in Montreal*», dans Aziz Choudry et al. (dir.), *Organize!: Building from the local for global justice*, Oakland, PM Press, 2012.

2. Voir Lorraine Guay, «BDS sous attaque», *Relations*, n° 785, juillet-août 2016.

3. Pour en savoir plus, voir <noihra.ca/ressources-fr>.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec ce dossier au www.revuerelements.qc.ca